



Gaza sans électricité

"La catastrophe affectera les hôpitaux, les dispensaires...tous les aspects de la vie."

Par [Aloufok](#)

Mondialisation.ca, 22 janvier 2008

[Aloufok](#) 22 janvier 2008

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La principale centrale électrique de la bande de Gaza a complètement arrêté ses activités dimanche en raison d'une pénurie de combustible provoquée par le bouclage du territoire palestinien par l'autorité d'occupation.

En fin de journée, une grande partie de la bande de Gaza était plongée dans le noir et la population, cherchant à constituer des provisions, formait de longues files devant les boulangeries.

« Au moins 800.000 personnes sont maintenant dans le noir », a déclaré Derar Abou Sissi, directeur général de la centrale de Gaza. « La catastrophe affectera les hôpitaux, les dispensaires, les captages d'eau, les maisons, les usines, tous les aspects de la vie ».

Des responsables de l'Union européenne, qui finance les livraisons de fioul à la centrale, ont confirmé que la livraison de dimanche avait été bloquée et que les réserves s'étaient épuisées.

Les magasins de la bande de Gaza commencent à être à court de marchandises et des usines ont fermé. Les pompes à essence, à sec, ont elles aussi fermé.

L'autorité d'occupation a durci vendredi son bouclage du territoire, fermant tous ses passages frontaliers avec la bande de Gaza, y compris pour le transit de l'aide humanitaire. Son ministère de la Défense a fait savoir que seuls les « cas humanitaires » qui auront reçu par avance l'autorisation du ministre Ehud Barak pourront les emprunter.

Selon les chiffres palestiniens et israéliens, la bande de Gaza consomme 200 mégawatts, dont 120 sont directement fournis par Israël, qui poursuit sa livraison, 17 proviennent d'Égypte et 65 sont produits par la centrale locale.

Kanaan Abeid, vice-président des services de distribution d'électricité dans la bande de Gaza, a estimé que sur les 1,5 million d'habitants du territoire, un million seraient affectés par la fermeture de la centrale. Il a ajouté qu'il ne restait aucune réserve de fioul.

Arye Mekel, porte-parole du ministère des Affaires étrangères de l'autorité d'occupation, a déclaré qu'Israël avait réduit ses livraisons de carburant pour véhicules automobiles, mais pas de fioul et de gaz domestiques. « La balle est dans leur camp. S'ils arrêtent aujourd'hui les tirs de roquettes, tout reviendra à la normale », a-t-il dit.

Commentant la fermeture de la centrale, il a déclaré : « Ils ont intérêt à exagérer ».

Le nombre de roquettes tirées a fortement diminué dimanche avec seulement quatre roquettes et un tir au mortier, contre plus de 45 vendredi et samedi, a dit un porte-parole de l'armée d'occupation.

Mais le Hamas a assuré que le bouclage ne le ferait pas reculer. « De telles méthodes n'ont pas réussi dans le passé à ébranler la détermination de notre peuple », dit un communiqué du Hamas.

A Ramallah, en Cisjordanie, une centaine de personnes tenant des bougies ont manifesté afin de témoigner leur solidarité avec la population de la bande côtière.

Le secrétaire général adjoint de l'Onu aux Affaires humanitaires, John Holmes, s'est élevé vendredi contre une « punition collective » des Gazaouis. « Nous comprenons tous les problèmes de sécurité et la nécessité d'y réagir, mais une punition collective visant la population de Gaza n'est pas, à notre avis, la manière appropriée de le faire », a-t-il dit.

2 - La présidentielle libanaise à nouveau reportée, cette fois au 11 février

Et de quatorze. Le président du parlement libanais Nabih Berri a une nouvelle fois reporté dimanche une session visant à élire le prochain président du Liban pour succéder à Emile Lahoud, dont le siège est vacant depuis le 23 novembre. La réunion, qui aurait dû se tenir lundi, a été reportée au 11 février.

Ce 14ème report d'un scrutin impossible à organiser depuis septembre est intervenu peu après la rencontre entre Berri et le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, qui mène des entretiens depuis la semaine dernière avec les factions libanaises rivales, et était samedi à Damas.

Le 5 janvier, la Ligue arabe a adopté à l'unanimité un plan pour le Liban prévoyant l'élection du chef de l'armée le général Michel Sleimane à la présidence, l'adoption d'une nouvelle loi électorale et la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le Pays est en proie à une crise politique majeure depuis un an qui oppose le gouvernement du Premier ministre Fouad Siniora et la majorité parlementaire à l'opposition.

3 - Les tensions subsistent entre Nord et Sud au Soudan

Le Sud Soudan a refusé d'autoriser les soldats du Nord à se redéployer plus au sud, a déclaré dimanche Salva Kiir, président du Sud Soudan, en soulignant que des problèmes restent à régler entre les deux anciens adversaires.

Il a expliqué que les deux parties étaient convenues l'an dernier de se retirer de part et d'autre du fleuve Kiir à la suite de quatre affrontements entre des milices soutenues par l'armée du Nord et l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA, sudiste).

S'exprimant dimanche dans une église de Juba, capitale du Sud Soudan semi-autonome, il a déclaré que l'armée de Khartoum avait maintenant demandé aux forces armées du Sud de se replier sur la ville d'Aweil, à 50 km plus au sud.

« Aweil constitue-t-elle la frontière du Sud Soudan avec le Nord ? Personne ne peut accepter

cela et, bien sûr, nous avons refusé », a dit Kiir, chef des anciens rebelles sudistes arrivés au pouvoir après l'accord de paix de 2005 qui a mis fin à des décennies de guerre.

La commission chargée de la démarcation de la frontière entre le Nord et le Sud, où se concentre la majeure partie des ressources pétrolières du Soudan, doit entamer son travail en février. Dans le cadre de l'accord, le Sud doit recevoir la moitié environ des revenus provenant des puits de pétrole du Sud. « Ils voudraient repousser (...) la SPLA de sorte que lorsque la commission viendra, elle se contentera de tracer la frontière où le Parti national du Congrès (nordiste) lui dirait de le faire », a poursuivi Kiir.

Des affrontements entre la SPLA et les nomades nordistes Misseriya risquent de fragiliser l'accord de paix qui a permis la mise en place d'un gouvernement national de coalition et autorise les sudistes à tenir en 2011 un référendum sur l'indépendance. Khartoum se défend de toute implication dans les heurts.

Kiir a déclaré que les Misseriya, qui migrent traditionnellement vers le Sud pendant la saison sèche pour faire paître leurs troupeaux, ont refusé de déposer leurs armes. Mais il a souligné que, tout comme les tribus sudistes, les nomades n'avaient le droit de pénétrer dans le Sud que sans armes. « S'ils viennent avec leurs armes, nous les combattons », a-t-il averti.

Selon lui, l'armement lourd dont sont dotés les Misseriya prouve que l'armée nordiste les a armés.

Pendant la guerre civile, les gouvernements nordistes qui se sont succédé ont armé les tribus, et notamment les Misseriya, pour qu'ils combattent les sudistes. Beaucoup d'entre elles n'ont pas été désarmées après l'accord de paix. « Nous connaissons le type d'armes utilisées par l'armée soudanaise, et ce sont celles qu'utilisent les Misseriya, et nous n'accepterons pas que cela nous soit imposé », a poursuivi Kiir. « De sorte que nous avons toujours un problème à résoudre avec nos partenaires ».

La guerre nord-sud a fait environ deux millions de morts et quatre millions de personnes déplacées. Les deux camps se sont mutuellement accusés de violations de l'accord de paix mais ils se sont engagés à ne plus recourir à la guerre.

(Dimanche 20 janvier 2008 - Avec les agences de presse)

La source originale de cet article est [Aloufok](#)
Copyright © [Aloufok](#), [Aloufok](#), 2008

Articles Par : [Aloufok](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca